



## Conseil de sécurité

Distr. générale  
6 janvier 2023  
Français  
Original : anglais

---

### Lettre datée du 6 janvier 2023, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Président de la Commission de consolidation de la paix

Je vous remercie de l'invitation qui m'est faite, en ma qualité de Président de la Commission de consolidation de la paix, de présenter un avis écrit, conformément à l'article 39 du Règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, à l'occasion de la séance d'information consacrée au Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) qui doit avoir lieu le mardi 10 janvier 2023 (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et de son annexe à l'attention des membres du Conseil de sécurité et de le faire publier comme document du Conseil.

Le Président de la Commission de consolidation de la paix,  
(Signé) Muhammad Abdul **Muhith**



**Annexe à la lettre datée du 6 janvier 2023 adressée au Président  
du Conseil de sécurité par le Président de la Commission  
de consolidation de la paix**

**Avis de la Commission de consolidation de la paix à l'intention  
du Conseil de sécurité sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel  
(6 janvier 2023)**

La Commission de consolidation de la paix considère que l'Afrique de l'Ouest et le Sahel ont un immense potentiel qui peut être exploité pour faire des progrès durables en matière de paix, de sécurité et de développement. Conformément à son mandat, la Commission a maintenu une coopération constante avec les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel, tant à l'échelle régionale que nationale, en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC). Travaillant en partenariat avec des acteurs régionaux tels que l'Union africaine et la Banque africaine de développement, elle a centré ses activités sur l'appropriation des programmes par les pays, les priorités de la sous-région et l'appui aux acteurs sous-régionaux, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), le Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel), l'Union du fleuve Mano, la Commission du bassin du lac Tchad, la Commission du golfe de Guinée et l'Autorité de développement intégré des États du Liptako-Gourma.

Forte de l'expérience acquise dans le cadre de ces activités et gardant à l'esprit ses avis du 7 juillet 2022 sur l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, du 15 novembre 2022 sur le G5 Sahel et du 18 novembre 2022 sur les actes de piraterie et les vols à main armée dans le golfe de Guinée, la Commission appelle l'attention du Conseil sur les points suivants :

La Commission reste préoccupée par les changements anticonstitutionnels de gouvernements dans la région et se félicite que la CEDEAO ait pris des mesures, avec l'aide de l'Union africaine et de l'ONU, pour faire en sorte que l'ordre constitutionnel soit rétabli rapidement et de manière pacifique au Burkina Faso, en Guinée et au Mali, dans le respect des calendriers fixés pour les transitions. Par ailleurs, elle condamne fermement la tentative présumée de coup d'État du 21 décembre 2022 en Gambie, qui visait à renverser le gouvernement démocratiquement élu, et appelle au respect de la démocratie et de l'état de droit dans le pays. Elle réaffirme qu'il est nécessaire de consolider les institutions garantes de la démocratie et de la bonne gouvernance au regard de l'état de droit dans les pays en phase de transition et elle reste prête à aider ceux-ci à mobiliser un appui international en faveur de leurs priorités nationales en matière de consolidation de la paix.

La Commission note avec inquiétude que les conditions de sécurité continuent de se dégrader dans le centre du Sahel et que le terrorisme se propage vers le sud en direction des pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, et elle condamne la multiplication des attaques contre les soldats de la paix et les forces nationales de sécurité. Elle se félicite que l'Union africaine, l'ONU, la CEDEAO et le G5 Sahel aient lancé une évaluation stratégique conjointe de la situation au Sahel, qui est menée par un groupe de haut niveau indépendant dirigé par Mahamadou Issoufou, ancien Président du Niger, et attend avec intérêt les observations préliminaires du groupe. Par ailleurs, elle prend note des efforts faits par la sous-région, sous l'égide de la CEDEAO et de l'Initiative d'Accra, pour lutter contre la propagation du terrorisme dans le Sahel et empêcher qu'il n'atteigne les États côtiers. Elle se félicite aussi que le nombre d'actes de piraterie et de vols armés en mer ait diminué dans le golfe de Guinée grâce à une

coopération internationale et régionale accrue, au renforcement des patrouilles navales et aux condamnations pour faits de piraterie.

La Commission se félicite des progrès faits en matière de consolidation de la démocratie dans la région, notamment de la tenue d'élections législatives pacifiques au Sénégal en juillet 2022. Sachant que des élections sont prévues dans 10 pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel en 2023, elle propose d'offrir un appui en vue de la tenue d'élections pacifiques et inclusives. Elle souligne qu'il est important de tenir des dialogues politiques sans exclusive à l'approche des élections et, à cet égard, se félicite de la tenue, au Libéria, de dialogues entre partis organisés conjointement par la CEDEAO et l'ONU et de réunions du Comité consultatif interpartis menées par la Commission électorale nationale et de la tenue, en Guinée-Bissau, de consultations avec les partis politiques et les organismes d'administration des élections menées par le Président de la République, le Président de l'Assemblée nationale populaire et le Ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales. Par ailleurs, elle prend note des contributions importantes de la société civile et souligne qu'il faut inclure celle-ci dans les concertations.

En ce qui concerne les femmes et la paix et la sécurité, la Commission se félicite que le Libéria ait adopté un projet de réforme des lois électorales, qui dispose que les femmes doivent représenter au moins 30 % des candidats aux élections sénatoriales et législatives, et que la Sierra Leone ait adopté une loi fixant un quota de 30 % de femmes au Cabinet, au parlement, dans l'administration publique et dans les institutions privées. Sachant que plusieurs élections auront lieu dans la région en 2023, la Commission rappelle qu'il faut améliorer la représentation et la participation des femmes dans la vie politique et demande une nouvelle fois qu'on renforce les cadres régionaux et qu'on veille à la bonne application des instruments en vigueur relatifs à l'autonomisation des femmes, à l'égalité des genres et à la participation des femmes à toutes les étapes des processus de consolidation de la paix.

La Commission insiste sur le fait qu'il faut accorder une place plus importante aux jeunes dans la prise de décisions à l'échelle locale, nationale et régionale en Afrique de l'Ouest et au Sahel. À cet égard, elle est consciente du rôle crucial que peut jouer l'UNOWAS dans la coordination de l'appui à la mise en œuvre au niveau institutionnel du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, ainsi que dans la promotion de l'application du cadre continental de l'Union africaine sur les jeunes, la paix et la sécurité. De plus, conformément aux recommandations formulées par le Secrétaire général dans son rapport de mars 2022 sur les jeunes et la paix et la sécurité, la Commission encourage l'UNOWAS à faire figurer davantage de références au programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité dans les mandats des hauts responsables.

La Commission se félicite des progrès accomplis en matière de justice transitionnelle et de lutte contre l'impunité, en particulier des avancées du processus de justice transitionnelle en Gambie. Elle propose d'aider à maintenir l'appui international à l'application des recommandations de la Commission vérité, réconciliation et réparations.

La Commission s'inquiète de la gravité de la situation humanitaire dans l'ensemble de la région. Notant que le nombre de déplacements forcés a augmenté du fait de l'instabilité et de la violence et que la crise alimentaire dans la sous-région se poursuit, notamment à cause de la pénurie de blé et d'engrais due aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement mondiale, elle demande à la communauté internationale de renforcer son appui aux plans, aux opérations et aux mesures de coordination mis en place pour faire face à la situation. Elle note également les effets cumulés des phénomènes météorologiques extrêmes tels que la sécheresse ou les inondations et réaffirme qu'il faut lutter contre les effets néfastes des changements

climatiques, les changements écologiques, les catastrophes naturelles, la sécheresse, la désertification, la dégradation des terres, le manque d'accès à l'énergie et l'insécurité alimentaire. Elle souligne qu'il est indispensable de soutenir le développement socioéconomique pour pérenniser la paix en Afrique, grâce au développement économique, ce qui passe notamment par le développement des infrastructures transnationales et transrégionales, l'industrialisation, l'élimination de la pauvreté, la création d'emplois, la modernisation de l'agriculture et la promotion de l'entrepreneuriat, et souligne qu'il faut continuer d'aider les pays d'Afrique en tenant compte de leurs priorités et besoins. À cet égard, elle souligne également qu'il importe de garantir l'état de droit pour appuyer le développement socioéconomique. Par ailleurs, elle relève que, dans son Cadre d'action pour la reconstruction et le développement post-conflit, l'Union africaine souligne qu'il est impératif de renforcer les institutions à tous les niveaux afin d'améliorer la gouvernance économique, notamment par les mesures suivantes : l'assainissement des institutions chargées de la gestion fiscale et financière, qui collecteront ainsi plus efficacement les recettes ; la mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation ; la création de structures de lutte contre la corruption pour garantir le respect du principe de responsabilité et la transparence.

Enfin, la Commission prend note de l'appui essentiel que le Fonds pour la consolidation de la paix fournit aux pays de la région et se félicite que de nombreux projets financés par le Fonds aient un caractère transfrontière. Par exemple, avec l'appui du Fonds, les gouvernements de la Sierra Leone et de la Guinée ont renforcé leur collaboration dans la zone à la frontière entre les deux pays afin d'améliorer la sécurité de la frontière et de faire face aux problèmes communautaires qu'ils ont en commun, en particulier les conflits entre agriculteurs et éleveurs, souvent dus à la transhumance. De plus, le partenariat entre l'UNOWAS et le Fonds a été une composante essentielle de l'appui politique et programmatique conjoint à la consolidation de la paix durant et après les changements anticonstitutionnels de gouvernements. La Commission réaffirme qu'un soutien adéquat, prévisible et pérenne au financement de la consolidation de la paix est nécessaire pour garantir l'efficacité des interventions et des mesures d'appui mises en place pour relever les défis en matière de consolidation et de pérennisation de la paix dans la région.

---